

Le président d'Arménie , Armen Sarkissian, démissionne

"...Encouragé par une telle opportunité historique, je me suis, comme beaucoup de mes compatriotes, consacré à cette mission. Pour diverses raisons, ma participation à diverses étapes a changé, mais je n'ai pas cessé de croire en notre succès national ultime. Et c'était ma principale motivation pour accepter la proposition de devenir président de l'Arménie.

Prenant cette décision importante, je suis parti de la proposition qui m'a été faite, selon laquelle la nouvelle institution présidentielle disposera d'outils, d'opportunités pour influencer la politique étrangère, économique, la politique d'investissement, les relations avec la diaspora, ainsi que pour promouvoir les intérêts nationaux sur la scène internationale, nouvelle scientifique et éducative et de créer un environnement de haute technologie.

La question peut se poser, pourquoi n'ai-je pas démissionné à ce moment-là ? La réponse est évidente, en raison de la responsabilité que j'ai assumée en tant que président de la République. J'ai été obligé de faire tout ce qui était en mon pouvoir pour éviter un approfondissement de la division interne, d'éventuels affrontements, qui pourraient avoir des conséquences extrêmement négatives. J'ai cherché à utiliser le prestige et les relations acquises au cours de mes nombreuses années de travail pour utiliser mon potentiel politique et économique international afin de construire un État fort et stable.

Encore une fois, la question peut se poser de savoir pourquoi le président n'a pas réussi à influencer les événements politiques qui nous ont conduits à la crise nationale actuelle. La raison est à nouveau évidente - le manque d'outils appropriés, outils dont tout fonctionnaire de l'État est doté d'un seul document - la Constitution. Les racines de certains de nos problèmes potentiels sont cachées

dans la Loi fondamentale actuelle.

Nous sommes dans une situation paradoxale où le président doit être garant de l'État sans pour autant disposer d'un véritable outil. La Constitution présuppose également la suprématie d'une institution sur une autre, crée des obstacles pour que des spécialistes bien connus de la diaspora participent à la gestion des institutions étatiques de la patrie historique, etc.

Nous sommes une république parlementaire avec des œufs, mais pas avec du contenu. Le but de ma proposition : n'était pas de passer d'une forme de gouvernement à une autre (parlementaire à semi-présidentielle ou présidentielle), mais de créer un système étatique basé sur des freins et contrepoids. Sans cela, il est difficile de parler de réalisations significatives, car le progrès et le succès ne peut être atteint que dans les conditions d'un système prévisible et harmonieux.

Je me réjouis qu'une commission de révision constitutionnelle ait été mise en place, ce dont je remercie le gouvernement. J'espère qu'à terme les changements constitutionnels auront lieu, que le prochain président et l'institution présidentielle pourront travailler dans un environnement plus équilibré et coordonné.

Nous vivons dans une réalité unique, une réalité où le président ne peut influencer les questions de guerre ou de paix.

Réalité, quand il ne peut pas opposer son veto aux lois qu'il juge inopportunes pour l'État et le peuple.

Réalité, quand les opportunités du président sont perçues non pas comme un avantage pour l'État, mais comme une menace par divers groupes politiques.

Une réalité où le président est incapable d'utiliser la majeure partie de son potentiel pour résoudre les problèmes systémiques de politique intérieure et étrangère.

Une réalité où le monde est dans une zone de turbulence constante, mais le président ne dispose pas d'un outil constitutionnel pour aider son pays.

Une réalité où le chef de l'Etat, parfois sa famille, est visé par divers groupes politiques. Ces derniers ne s'intéressent pas tant aux réalisations de l'institution présidentielle au profit du pays qu'à mon passé, aux diverses théories du complot

et aux mythes. Cette « préoccupation » pour moi va au-delà de la morale, affectant finalement directement ma santé.

J'ai longuement réfléchi, j'ai décidé de démissionner du poste de président de la République après avoir travaillé activement pendant environ quatre ans.

Cette décision n'est pas du tout émotionnelle, elle suit une certaine logique.

Le président n'a pas les outils nécessaires pour influencer les processus radicaux de politique intérieure et étrangère en ces temps difficiles pour le pays et la nation.

En cette période difficile pour notre État, où l'unité nationale est nécessaire, l'institution présidentielle ne doit pas être la cible de commérages et de théories du complot, détournant ainsi l'attention du public des questions les plus importantes.

Aujourd'hui, plus que jamais, nous avons besoin d'actions significatives, bien pensées, réfléchies et significatives. Sinon, nous, les Arméniens du monde entier, n'atteindrons pas le but de notre mission, nous nous retrouverons en marge de l'histoire.

Nous n'avons plus le droit de nous tromper !

En conclusion, je voudrais exprimer une gratitude particulière à nos concitoyens, nos compatriotes de la diaspora, pour leur persévérance, leur endurance, leur patience et leur courage en ces temps difficiles pour le pays.

Remerciements particuliers aux soldats et officiers de notre brave armée, mon hommage aux familles des héros qui ont sacrifié leur vie pour notre patrie.

Je remercie également tous les employés de la Présidence de la République, mes collègues des structures étatiques pour leur travail conjoint efficace.

Armen Sarkissian